

REPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE D'ORMESSON-SUR-MARNE
EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :
En exercice : 29
Présents : 23 puis 24
Représentés : 5 puis 4
Absents excusés : 1

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept, le douze décembre à vingt heures cinq minutes, le Conseil municipal d'Ormesson-sur-Marne, légalement convoqué par Madame Marie-Christine SÉGUI, Maire d'Ormesson-sur-Marne, le six décembre deux mille dix-sept, conformément à l'article L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au Centre Culturel, en séance publique.

ETAIENT PRÉSENTS LES ÉLUS SUIVANTS :

Marie-Christine SÉGUI	Serge COLIN
Willy DUBOST	Benoît POCHET
Odile HUGNET	Valérie DRAY
Michel DE RONNE	Jean-Edgar CASEL
Françoise PARAT	Guy MARTIN
Isabelle CANDELA	Isabelle DOS SANTOS
Antoinette RAYMOND	Christophe LINI
Henri CAPLAIN	Bernard CORREIA
Corinne MONTENERO - FISSIER	Sarah MATTEI
Pierre DUSSEL	Emmanuel MARFOGLIA (est arrivé avant le vote du point 14)
Corinne POIGNANT	Sandra SCOTTO
Jean-Marc SARTEL	Medhi DJEBBAR

ETAIENT ABSENTS EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Stéphane TOURNANT a donné pouvoir à Marie-Christine SÉGUI
Céline CORMIER a donné pouvoir à Willy DUBOST
Véronique GONÇALVES DOS SANTOS a donné pouvoir à Françoise PARAT
Jean-Jacques MOUCHET a donné pouvoir à Sarah MATTEI
Emmanuel MARFOGLIA (jusqu'à son arrivée avant le vote du point 14)
Alexandre PALLARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

Isabelle DOS SANTOS

Accusé de réception en préfecture
094-219400553-20171212-CM171212-21-DE
Date de télétransmission : 15/12/2017
Date de réception préfecture : 15/12/2017

**OBJET : DEFINITION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA
CONCERTATION PREALABLE A LA CREATION DE LA ZAC DES « COTEAUX
D'ORMESSON » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ORMESSON-SUR-MARNE**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L103-2 et L103-3,

VU le décret n° 2016-1838 du 22 décembre 2016 modifiant le décret n° 72-770 du 17 août 1972 et relatif à l'Etablissement Public d'Aménagement de Marne la Vallée, portant notamment sur l'extension de son périmètre d'intervention à toutes les communes situées sur les emprises de l'ancienne Voie de Desserte Orientale (VDO),

VU le projet de périmètre soumis à concertation, délimité par les coteaux de la commune de Chennevières-sur-Marne au nord-est, par les terrains de la commune de Sucy-en-Brie au nord-ouest, la RD111 connue sous le nom « avenue Olivier d'Ormesson » et un tissu pavillonnaire au sud et à l'est, et annexé à la présente délibération,

CONSIDERANT que pour l'aménagement de cette zone, il est envisagé de créer une Zone d'Aménagement Concerté,

CONSIDERANT que dans le cadre de cette procédure, et conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, il convient d'engager la concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sur la base des objectifs poursuivis par l'opération,

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Développer des logements et un parcours résidentiel contribuant aux objectifs du Contrat de Mixité Social et des besoins de la ville,
- Favoriser une mixité sociale dans les nouvelles opérations à venir,
- Développer une programmation d'équipement public nécessaire au développement de l'opération à venir,
- Prendre en compte la desserte du site par les transports en commun,
- Requalifier l'entrée de ville,
- Participer aux continuités et les déplacements doux entre les secteurs et les communes avoisinantes,
- Renforcer les qualités urbaines et paysagères du secteur tout en assurant une continuité dans son développement,
- Préserver et valoriser le patrimoine naturel et paysager des abords de la vallée de la Marne,
- Veiller à la qualité environnementale de l'aménagement et des futures constructions, en cohérence avec les orientations contenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune,

CONSIDERANT qu'afin de garantir la prise en compte des caractéristiques écologiques du site, un diagnostic de biodiversité sera prochainement lancé sur le secteur des Châtelets sur un périmètre bien plus large que celui envisagé pour la concertation,

CONSIDERANT que ce diagnostic permettra de disposer des éléments d'analyse qui permettront l'intégration des préoccupations environnementales dans les choix qui seront faits pour mener à son terme l'opération,

CONSIDERANT que l'évaluation environnementale du site qui sera ainsi obtenue permettra, dans le cadre de la concertation, un ajustement éventuel du périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté qui n'est pas encore parfaitement définie à ce stade du projet, et permettra aussi de garantir la transparence des choix décisionnels,

Accusé de réception en préfecture
094-219400553-20171212-CM171212-21-DE
Date de télétransmission : 15/12/2017
Date de réception préfecture : 15/12/2017

VU l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Aménagement – Cadre de Vie en date du 28 Novembre 2017,

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 : APPROUVE le périmètre de la concertation tel que défini au plan ci annexé.

ARTICLE 2 : ENGAGE la concertation préalable pour la mise en œuvre du projet de Zone d'Aménagement Concerté des Coteaux d'Ormesson, selon les objectifs définis ci-dessus.

ARTICLE 3 : ETABLIT les modalités de concertation comme suit :

- Sensibilisation de la population au moyen d'une publication ou par voie de communiqué dans la presse locale.
- Organisation d'une exposition, en Mairie destinée à expliquer le projet et à recevoir les avis sur le registre prévu à cet effet.
- Dépôt d'un registre en Mairie (disponible aux heures d'ouverture au public) ouvert à tous comprenant le rappel des objectifs poursuivis et sollicitant l'avis des citoyens.
- Ce registre sera tenu à la disposition du public pendant la durée de ladite exposition.

ARTICLE 4 : DIT que la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet d'aménagement avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

ARTICLE 5 : INDIQUE que la présente délibération sera notifiée à :

- M. le président de l'Etablissement Public d'Aménagement de Marne la Vallée
- M. le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir
- M. le Préfet de la Région Ile de France
- M. le Préfet du Val de Marne

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits
A Ormesson-sur-Marne, le 12 Décembre 2017



Marie-Christine SÉGUI

Maire d'Ormesson-sur-Marne

Conseillère Départementale du Val-de-Marne